

Évolutions du plan national de numérotation et de ses règles de gestion (23 juillet 2025)

Réponse de Colt Technology Services à la consultation publique

Septembre 2025

Colt Technology Services (Colt) soutient les objectifs poursuivis par l'Arcep dans la présente consultation visant à renforcer la sécurité, la traçabilité et la responsabilité dans l'usage des ressources de numérotation.

Dans le cadre de sa réponse, Colt souhaite insister sur les points ci-dessous repris plus en détails en réponse aux questions de l'Arcep.

- **Authentification et altération du numéro d'appelant pour les appels internationaux entrants**

Colt recommande l'**anonymisation** plutôt que l'utilisation de la valeur «99 99 99 99», jugée techniquement inadaptée et susceptible de bloquer des appels légitimes. Cette anonymisation doit être opérée au niveau de l'interconnexion internationale entrante.

Colt considère que la définition de l'interconnexion internationale entrante proposée par l'Arcep clarifie pleinement les responsabilités de chacun des acteurs du marché et, au-delà du faux roaming, permettra d'implémenter des **contrôles appropriés afin de limiter les cas de spoofing** de numéros émanant d'appels émis à l'international.

- **Altération du numéro d'appelant en cas d'absence d'authentification**

Colt soutient l'objectif de l'Arcep de prévenir les usurpations de numéros lorsque les informations d'authentification ne peuvent être retransmises. Toutefois, Colt recommande une **approche progressive**.

Colt s'oppose à une altération systématique du numéro d'appelant, qui risquerait de perturber les travaux inter-opérateurs en cours et de bloquer des appels légitimes. Il convient de laisser les opérateurs définir les mécanismes de protection adaptés jusqu'à la fin du T2 2028, échéance prévue pour la **fin des attestations B**.

- **Encadrement de la modification du numéro d'appelant**

Colt tient à préciser que la mise en œuvre de l'obligation proposée par l'Arcep dépend de la **délégation d'affichage**, seule solution technique actuellement industrialisable.

Colt souligne que cette mise en œuvre prendra plusieurs années et recommande de ne pas appliquer ces obligations immédiatement, mais de **les aligner avec la fin des attestations B** prévue pour fin du T2 2028.

- **Fin de la mise à disposition des numéros et interdiction d'utiliser des préfixes de routage tiers**

Colt soutient fermement l'interdiction de la mise à disposition, y compris pour les numéros attribués avant 2018/2023. Cette mesure permettra de **clarifier les responsabilités**, de simplifier les processus internes et d'assurer une gestion plus transparente et équitable des ressources de numérotation. Aussi, Colt considère l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage tiers comme complémentaire à la fin de la mise à disposition. Colt propose que ces mesures entrent en vigueur **à la même échéance**, soit fin du T2 2028.

Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

Réponse Colt : Pas de commentaire.

Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Réponse Colt : Colt soutient l'initiative de l'Arcep visant à sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro d'appelant et d'altérer le champs FROM (numéro présenté à l'appelé) pour les appels en provenance de l'international qui n'ont pas pu être authentifiés.

Type d'altération

Colt ne considère pas que la présentation de la valeur 99 99 99 99 99 soit appropriée. Cette valeur n'étant pas supportée par les standards d'interconnexions françaises, en réalité, ces appels finiront par être bloqués (voir réponse à la question 3). Aussi, dans le cas où une autre valeur serait choisie, par exemple un numéro faisant partie du plan de numérotation de l'Arcep, l'affichage d'un tel numéro flagué « faux roaming » (à tort ou à raison) résulterait en un blocage de la part des applications mobiles. Colt ne considère pas raisonnable qu'une partie encore importante des appels en roaming soient coupés. Une telle mesure entraînera une multitude de plaintes consommateurs qui ne saura être réglée sans déroger à l'obligation de l'Arcep. Ces plaintes seront dirigées à la fois vers les opérateurs fournissant le service de communications électroniques à l'appelant qu'à l'appelé. En terminaison, Colt n'aura aucunement la capacité de régler le problème pour son client final appelé.

Afin de limiter les risques de coupure d'appels légitimes, Colt estime que l'anonymisation serait plus appropriée. C'est d'ailleurs la solution qui a été retenue dans les différents pays européens dans lesquels Colt est présent. L'anonymisation permet à ce que l'appel puisse aboutir tout en garantissant qu'aucune utilisation fallacieuse de l'information de présentation ne soit faite par l'appelant.

Localisation de la modification

Tout d'abord Colt soutient la proposition de l'Arcep visant à ce que cette altération / anonymisation soit faite au niveau de l'interconnexion internationale entrante.

L'Arcep décrit dans la présente consultation publique : *« il apparaît tout d'abord que ce mode d'acheminement en « local breakout » des appels en itinérance est progressivement remplacé par un mode d'itinérance dénommé « home routing ». Dans ce dernier mode d'itinérance, les appels d'un abonné en situation d'itinérance sont remis directement par l'opérateur étranger visité à son opérateur mobile français. Ce dernier est alors en mesure de vérifier l'identifiant d'appelant utilisé par ses clients en situation d'itinérance et d'utiliser le mécanisme d'authentification interopérable, comme pour ses appels nationaux. Selon les opérateurs, la généralisation du mode d'itinérance « home routing » est engagée quelle que soit la génération de réseau mobile utilisée . Une fois ce mode d'itinérance complètement adopté, les appels en provenance de l'étranger qui présentent des numéros mobiles français et qui sont remis aux interconnexions internationales entrantes relèveront nécessairement d'une usurpation de numéros. »*

Les limites liées à l'authentification sont dues au mode d'acheminement utilisé par les opérateurs mobiles, Colt estime qu'il serait déraisonnable d'imposer aux opérateurs fixes en terminaison des obligations liées au traitement du faux roaming alors que Colt n'est pas présent ce marché.

Par ailleurs, imposer l'altération / anonymisation aux opérateurs en terminaison :

- semble complexe : les opérateurs en terminaison auraient à contrôler plusieurs critères (ie PANI international, Attestation C et le numéro présenté à l'appelant). Cette solution n'a pas à ce jour été analysée par les opérateurs en terminaison et Colt n'a pas connaissance qu'une telle solution soit implémentée ailleurs en Europe. Le délai associé à une telle implémentation serait donc incertain.
- n'inciterait pas les opérateurs mobiles à migrer vers le Home routing.

Définition de l'interconnexion internationale entrante

Colt accueille très favorablement la proposition de définition de l'Arcep concernant l'interconnexion internationale entrante : « *Interconnexion internationale entrante : interconnexion établie par un exploitant de numéro avec un opérateur qui n'est pas un exploitant de ressources du présent plan national de numérotation afin d'acheminer des appels ou messages à destination de numéros du présent plan national de numérotation.* »

Les définitions de l'interconnexion internationale actuellement présentes dans les contrats d'interconnexion des opérateurs ne permettent pas d'adresser les niveaux de responsabilité vis-à-vis des ressources que les opérateurs exploitent.

La définition de l'Arcep est donc nécessaire afin de clarifier les responsabilités réglementaires des opérateurs et va permettre :

- de justifier les règles du MAN associées au trafic international,
- d'implémenter les contrôles appropriés afin de limiter les cas de spoofing de numéros émanant d'appels émis depuis l'international, et cela au-delà des cas de faux roaming.

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Réponse Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet tout en précisant une nouvelle fois qu'au-delà des contraintes techniques, nous n'estimons pas que la valeur (« 99 99 99 99 99 ») soit appropriée. Nous préconisons, comme dans les autres pays européens, d'utiliser l'anonymisation afin d'éviter que de nombreux appels légitimes se retrouvent coupés.

Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Réponse Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet.

Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Réponse Colt :

Colt souhaiterait clarifier que les propositions de l'Arcep présentes ci-dessous seront effectivement couvertes par la solution de délégation définie par l'APNF. C'est d'ailleurs la seule solution technique et industrialisée qu'ont trouvée les opérateurs d'envergure nationale de répondre à ces obligations.

« L'Autorité estime nécessaire et proportionné, au regard de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, d'abroger la recommandation existante, et de la remplacer, conformément aux mesures prévues par l'article L. 446 par l'obligation pour les

opérateurs qui permettent à leurs clients de modifier l'identifiant d'appelant ou d'émetteur de messages :

- de définir la liste des numéros que chaque utilisateur final peut présenter comme identifiant d'appelant ou d'émetteur de messages ;
- de restreindre techniquement pour chaque utilisateur final la présentation des numéros d'appelant ou d'émetteur de messages à cette seule liste et de l'empêcher d'émettre des appels ou des messages qui présenteraient un autre numéro ;
- d'être en mesure, contractuellement et techniquement, d'exiger à tout moment de l'utilisateur final appelant ou émetteur de messages qu'il dispose toujours de l'autorisation de l'affectataire du numéro pour l'utiliser en tant qu'identifiant d'appelant ou d'émetteur. »

Les opérateurs seront donc en mesure de satisfaire l'obligation proposée par l'Arcep qu'une fois que la délégation d'affichage aura été effectivement implémentée par l'ensemble des opérateurs, ou tout du moins, dès lors qu'une part significative du trafic national sera couverte par la délégation, permettant de ne plus émettre des appels avec attestation B. **NB** : La fin des attestations B est également conditionnée à la fin de la mise à disposition – voir réponse FFT à la question 4.

La mise en œuvre de cette délégation nécessitera encore plusieurs années, de sorte qu'il n'est donc pas raisonnable d'envisager une application immédiate de cette proposition. La fin des attestations B est envisagée pour la fin du T2 2028.

Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

Réponse Colt : Pas de commentaire.

Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

Réponse Colt : Colt est favorable à la proposition de l'Arcep.

Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

Réponse Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet.

Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

Réponse Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet.

Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Réponse Colt : Colt est favorable à la proposition de l'Arcep.

Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?

Réponse Colt : Colt est favorable à la proposition de l'Arcep.

Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

Réponse Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet.

En complément Colt souligne l'importance pour les opérateurs de bénéficier d'au moins un préfixe RIO. En tant qu'OPTA, Colt préconise que chaque opérateur utilise son propre préfixe RIO plutôt que le préfixe de son OPTA afin d'éviter de redéfinir les codes RIO en cas de changement d'OPTA.

Par ailleurs, redéfinir les codes RIO dans ce type de cas serait incompatible avec la décision no 2022-2148 de l'Arcep : **« la modification du RIO par l'opérateur ne peut qu'être exceptionnelle, et dans tous les cas, subordonnée à un changement significatif du contrat souscrit par l'abonné et toute modification ultérieure du RIO par l'opérateur à la suite d'une évolution du contrat doit être mise à disposition de l'abonné au plus tard le lendemain. »**. Un changement d'OPTA n'est pas un « changement significatif du contrat **souscrit par l'abonné** ».

Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

Réponse Colt : pas de commentaire.

Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Réponse Colt : pas de commentaire.

Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Réponse Colt : pas de commentaire.

Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Réponse Colt : pas de commentaire.

Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

Réponse de Colt : Colt renvoie aux commentaires de la FFT sur le sujet.

Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

Réponse Colt : pas de commentaire.

Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Réponse Colt : Colt soutient pleinement cette proposition.

La pratique de la mise à disposition entraîne une confusion des responsabilités réglementaires, notamment en matière de portabilité, de réquisitions judiciaires et de conservation des données. Elle nuit à la traçabilité des appels et favorise une concurrence déséquilibrée entre opérateurs.

Colt appelle à une clarification et une harmonisation des règles afin de garantir une sécurité, une transparence et une concurrence loyale dans le secteur.

Par ailleurs, comme évoqué dans la réponse FFT à la question 4, sans une date imposée par l'Arcep les attestations B perdureront ce qui irait à l'encontre du MAN.

Concernant son implémentation, Colt émet néanmoins des réserves quant à la formulation ci-dessous de l'Arcep : « L'Arcep invite toutefois les opérateurs et les entités communes de conservation des numéros à la plus grande vigilance quant à la fiabilité et la robustesse des processus qui conduiront à régulariser ces situations, et en particulier en s'assurant que chaque régularisation de numéro est bien demandée et acceptée par les deux opérateurs concernés ».

Si Colt est aligné avec la nécessité d'être vigilant à la fiabilité et la robustesse des processus, Colt estime important de lever toute ambiguïté qui induirait que la fin de la mise à disposition est un choix. En effet, à ce stade, les numéros mis à disposition perdurent car les opérateurs dépositaires ne demandent ni n'acceptent que les numéros leur soient transférés (par attribution ou par portabilité technique). Il est donc important de souligner que c'est une obligation (ie l'opérateur dépositaire se doit d'accepter le transfert ou la portabilité sous un délai raisonnable (pas plus tard que la fin du T2 2028). Cela n'empêchant pas par ailleurs l'opérateur dépositaire de décider de changer d'opérateur technique tant que le numéro n'est plus mis à disposition (ie en utilisant son propre préfixe).

Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

Réponse Colt : Colt renvoie à la réponse de la FFT.

La résorption du stock de numéros mis à disposition est étroitement liée à l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage pour le compte d'un autre opérateur. L'utilisation de préfixes de routage pour le compte d'un autre est un scénario parmi d'autres à adresser dans le cadre de la fin de la mise à disposition.

La date de l'interdiction doit donc être la même que la fin de la mise à disposition, c'est-à-dire fin du T2 2028.

Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

Réponse Colt : En principe Colt est en faveur de la suppression du rapport de mise à disposition. En effet la préparation du rapport de mise à disposition constitue une charge substantielle pour les opérateurs et requiert un délai de 6 à 8 semaines avant transmission.

Néanmoins, étant donné que l'Arcep entend subordonner les attributions de ressources à la fourniture de ce rapport, Colt considère que cette suppression pourrait engendrer des délais

supplémentaires aux nouvelles attributions des ressources de numérotation, incompatibles avec les exigences opérationnelles pour disposer de nouveaux numéros.

Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

Observations : Colt renvoie à la réponse de la FFT à ce sujet.

Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

Réponse Colt : Colt est favorable à la proposition de l'Arcep.

Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Réponse Colt :

Concernant la fourniture de l'adresse postale du point d'interconnexion et de l'équipement associé au préfixe, dans la mesure où elle peut être celle de l'opérateur technique de collecte utilisé par l'opérateur attributaire, Colt n'émet pas d'objection à cette proposition.

Les services de l'opérateur technique de collecte permettent à des opérateurs fournissant des solutions purement cloud à leurs clients d'exploiter des numéros affectés à des abonnés basés en France alors qu'ils ne possèdent pas d'adresse postale en France.

Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

Réponse Colt : Pas de commentaire.

Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

Réponse Colt : Colt est favorable à la proposition de l'Arcep.

Autres observations :

- **Conditions d'attribution de ressources en numérotation pour renforcer la lutte contre la fraude**

Aujourd'hui les règles de gestion prévoient que la demande de ressources inclut « *le cas échéant, les condamnations définitives et les sanctions administratives dont ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, la société demanderesse, un membre de son organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou encore une personne physique qui détient au sein de cette société, un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle pour des faits de fraude ou de pratiques commerciales déloyales en rapport avec l'utilisation de ressources en numérotation de nature à justifier le refus de la demande d'attribution* ».

Colt propose de supprimer le mot « définitives » et de préciser que l'Arcep pourra d'office s'assurer des « bonnes mœurs » ou « garanties de moralité » de l'opérateur en regardant s'il existe des signalements/plaintes le concernant (33700, « J'alerte l'Arcep », signalements faits à la CCRF, ...).

Par ailleurs, il pourrait être utile de rappeler que, lorsqu'il apparaît qu'un opérateur/dirigeant a obtenu des ressources en omettant de mentionner une condamnation antérieure dans son dossier de demande d'attribution, l'Arcep peut à tout moment retirer la décision d'attribution (les décisions administratives individuelles obtenues par fraude peuvent être retirées à tout moment).

- **Faciliter la mise en œuvre du MAN et lutter contre la fraude**

Il nous semble indispensable de mettre en place un mécanisme de *traceback* pour déterminer d'où viennent les appels frauduleux et que les autorités compétentes (y compris la police) puissent aller directement chercher la responsabilité de l'opérateur indélicat.

De même, nous sommes favorables à ce que l'Arcep et les autorités compétentes (CCRF, police, gendarmerie) disposent d'un accès direct aux données (trafic, plaintes, etc.) des associations sectorielles opérationnelles comme l'APNF (traces MAN, base de portabilité) ou l'Af2m (33700). Ces informations alimenteront les investigations menées dans une perspective de *traceback*, l'instruction des demandes de numéros, les procédures de sanction, etc.